

refusa-t-elle de céder la moindre parcelle de terre, même à haut prix, ainsi que le proposèrent les Cadets à la Douma après 1905, sachant bien que la moindre atteinte à la propriété foncière équivaldrait à la liquidation de son rôle social et politique de classe dominante. Entraînée malgré elle par le développement irréversible du capitalisme, elle ne consentit à entrer dans cette voie que par en haut, en transformant ses terres en exploitations capitalistes, sans que cela puisse bouleverser le statu quo politique.

Tandis que la noblesse s'engageait ainsi timidement dans la voie bourgeoise, la grande bourgeoisie, sachant que toute révolution, quelle qu'en soit la nature, lui serait fatale, appuyait la réaction. L'autocratie était devenue la vassale des pays occidentaux, sur le plan financier. De ce fait, la grande bourgeoisie n'avait qu'une assise économique faiblement développée, et son influence politique était quasi nulle. De plus, elle était sous la dépendance des commandes de l'Etat, et se trouvait d'emblée en butte à l'hostilité des masses populaires. Ayant acquis en outre des propriétés foncières, elle préférait s'assurer les services d'un pouvoir fort et centralisé, qui garantissait son existence en tant que classe en dépit des entraves, à la menace d'une révolution même démocratique qui la dépouillerait de son pouvoir économique et politique.

La grande bourgeoisie n'était donc pas à même de se constituer en classe révolutionnaire. Restait la bourgeoisie libérale, qui proclamait bien haut ses aspirations démocratiques. Les mencheviks vinrent à penser que, si révolution bourgeoise il devait y avoir, le pouvoir lui reviendrait de droit. Or elle n'avait pas de base économique sur laquelle l'étayer. Trotsky écrivait dans 1905 : « En étouffant dans l'œuf l'artisanat russe, le capital européen avait, par là même, détruit le terrain social sur lequel aurait pu s'appuyer la démocratie bourgeoise. » La petite bourgeoisie de l'Europe de 1848 avait été remplacée, en Russie, par cette « nouvelle classe moyenne, par les professionnels de l'intelligence : avocats, médecins, journalistes, professeurs, maîtres d'école... » qui est le fait des derniers développements du capitalisme. Économiquement dépendante, elle cherchait suivant le rapport de forces la grande classe à laquelle se rattacher. Avidement de démocratie avant 1905, elle jeta rapidement le masque, sacrifiant la lutte du prolétariat à ses intérêts propres, se faufilant au pouvoir pour aussitôt se tourner contre les forces révolutionnaires qui lui avaient permis d'y accéder, mais dont elle comprenait bien que pour elles la lutte n'était pas terminée. Lénine ne cessa de dénoncer la duplicité foncière de cette classe, et les illusions constitutionnelles qu'elle propageait. Il fallait voir derrière l'apparence démocratique le *parti monarchiste*, il fallait comprendre que « la situation de la bourgeoisie en tant que classe l'amène infailliblement à l'instabilité politique, et l'oblige à déterminer en termes faux ses tâches politiques essentielles ». Ayant besoin du peuple pour conquérir la « liberté » politique qui la conduirait au pouvoir, elle le trompe, dans la mesure où aucune atteinte ne serait tolérée au nouveau statu quo politique. « La bourgeoisie constitutionnelle « démocrate » (lire constitutionnelle monarchique) conclura le marché à un prix inférieur à celui qu'indique son programme actuel... le prolétariat ne doit se faire aucune

illusion à ce sujet », ajoutait-il. Devenu une force face à l'autocratie, le parti Cadet ne pourrait que se retourner contre la classe ouvrière et la paysannerie, quel que soit le prix de la transaction. Dès le lendemain de la révolution de 1905, Lénine écrivait : « Les temps où la social-démocratie devait éveiller la bourgeoisie à la conscience politique, l'aider à s'organiser en opposition politique sont révolus. »³ Elle n'avait jamais été conçue par Lénine que comme un allié conjoncturel dont il fallait se méfier. Ayant dévoilé au grand jour dans la période révolutionnaire la véritable nature de ses revendications, la bourgeoisie libérale s'était rangée du côté de l'ordre, et les cadets n'étaient plus dès lors que « les vers sépulchraux de la révolution »⁴.

La révolution se ferait donc contre la bourgeoisie, y compris contre la bourgeoisie libérale qui n'avait jamais été pour Lénine qu'une force d'appoint à la lutte du prolétariat et de la paysannerie contre la monarchie. Mais ce que Lénine avait élaboré en fonction de la lutte prolétarienne et paysanne pour l'émancipation démocratique, Trotsky le pensait comme la négation de l'étape bourgeoise en tant que telle. Lénine avait remodelé le schéma révolutionnaire classique en fonction du fait que la Russie était encore un pays essentiellement paysan, et qu'en conséquence ce serait se comporter en virtuose du philistinisme que de le maintenir exactement tel que Marx et Engels l'avaient élaboré. Il demeurerait globalement valable, mais l'étape démocratique ne serait pas en Russie une République sous l'égide de la bourgeoisie, mais une *dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie*. Or, Trotsky prétendait qu'une telle étape était impossible *de fait*. La maturité politique du prolétariat et les conditions objectives internationales n'exigeaient pas que l'on s'en tint là, même pour un temps. Si Lénine et Trotsky étaient parvenus, bien que de points de vue différents, à s'entendre sur l'estimation du rôle de la bourgeoisie, ils s'opposèrent violemment sur l'évaluation des capacités révolutionnaires de la paysannerie, et, par contre-coup, du prolétariat. Cette opposition fut sans cesse sous-tendue par leur conception divergente du déterminisme économique. La polémique qui opposa la théorie de la révolution par étapes à la théorie de la révolution permanente se cristallisa autour du problème de la paysannerie, dans la mesure où celle-ci constituait une force économique et politique écrasante.

Il revenait donc au prolétariat et à la paysannerie d'assumer le rôle historique de la bourgeoisie. Quelles seraient les modalités de leur alliance, dans la mesure où la paysannerie voulait accomplir une révolution démocratique, tandis que le prolétariat luttait en vue de la révolution socialiste ? Or, le prolétariat constituait la force politique qui conduisait tout le processus. Quelle serait à partir de là la nature du pouvoir politique issu de la révolution ? Lénine et Trotsky donnèrent à ces questions des réponses divergentes, reposant sur leur appréciation de ces deux classes en tant que forces politiques. Que représentait le prolétariat par rapport à la paysannerie ? Quel était le rapport de sa force politique et de sa faiblesse économique ? Fallait-il un accroissement

1. *Maquignonage libéral et lutte révolutionnaire*, juin 1905, éd. de Moscou, t. 8, p. 491.

2. *Ibid.*

3. *Un premier bilan des regroupements politiques*, octobre 1905, t. 9, éd. de Moscou, p. 409.

4. *La victoire des Cadets et les tâches du Parti Ouvrier*, avril 1906, t. 10, p. 223.